



Public Safety  
Canada

Sécurité publique  
Canada

# ***Recherche sur la sensibilisation au problème de la traite des personnes***

## **RÉSUMÉ**

### **Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada**

Fournisseur : Environics Research Group

Numéro de contrat : D160-04-1864

Numéro d'enregistrement : POR 032-23

Date du contrat : 14 août 2023

Date du rapport : 11 décembre 2023

Travail sur le terrain : Du 20 octobre au 13 novembre 2023

This executive summary is also available in English.

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport :

[ps.communications-communications.sp@canada.ca](mailto:ps.communications-communications.sp@canada.ca)

**Canada**

## **Recherche sur la sensibilisation au problème de la traite des personnes**

### **Résumé**

Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada par Environics Research

Décembre 2023

### **Permission de reproduire**

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Sécurité publique Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Sécurité publique Canada à l'adresse : [ps.communications-communications.sp@canada.ca](mailto:ps.communications-communications.sp@canada.ca)

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, 2023.

N° de catalogue : PS4-281/2024F-PDF

ISBN : 978-0-660-69815-1

*This report is also available in English under the title Human Trafficking Public Awareness Study*

## Résumé du rapport

### 1. Contexte et objectifs

Faisant suite à son annonce du budget de 2019 et à l'évaluation officielle du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes, le gouvernement du Canada a présenté une nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes exposant de façon exhaustive les moyens d'aborder ce problème complexe. La stratégie réunit en un plan stratégique unique l'ensemble des efforts du gouvernement fédéral pour contrer la traite des personnes au Canada et à l'étranger. Elle encadre les activités fédérales menées en vertu des quatre piliers reconnus mondialement, soit la prévention, la protection, les poursuites et les partenariats, en plus d'un nouveau pilier, l'autonomisation, qui favorise une approche axée sur les victimes. De vastes consultations menées par Sécurité publique Canada ont mis en lumière la nécessité de sensibiliser davantage la population et de mieux faire connaître ce problème afin d'aider les communautés et les intervenants à reconnaître les premiers signes de traite des personnes, à réduire la stigmatisation des victimes et à améliorer les interventions proactives lors d'incidents.

Pour répondre aux besoins en matière de sensibilisation de la population, l'équipe du marketing de Sécurité publique Canada a, à titre de première étape, retenu les services d'Environics pour que celle-ci réalise un sondage en ligne auprès des Canadiens et Canadiennes en 2020. Ce sondage avait pour but d'établir des données quantitatives de référence sur l'état actuel de l'opinion publique relativement au problème de la traite des personnes, et de fournir les renseignements requis pour analyser les connaissances, les attitudes et les comportements de la population canadienne. Ces démarches visaient à définir les segments de la population (principaux et secondaires) qui devraient être ciblés par une future campagne de marketing sur la traite des personnes. Le présent rapport porte sur le sondage de suivi qui a ensuite été mené au moyen d'une méthode semblable de collecte des données.

Voici certains des objectifs visés par l'étude :

- Faire le suivi des campagnes actuelles de sensibilisation au problème de la traite des personnes et évaluer leur efficacité, conformément à la Politique de communication du gouvernement du Canada.
- Recueillir des renseignements sur les connaissances, les attitudes et les opinions démontrées par les populations autochtones en ce qui concerne la traite des personnes.

Les données recueillies permettront à Sécurité publique Canada de revoir sa stratégie actuelle relative aux campagnes de sensibilisation au problème de la traite des personnes, et d'orienter l'élaboration de matériel de marketing à l'intention des populations autochtones.

### 2. Méthodologie

Environics Research a mené ce projet de recherche en deux volets, soit une phase quantitative et une phase qualitative. Cette dernière fait l'objet d'un rapport distinct.

Du 20 octobre au 13 novembre 2023, Environics a réalisé un sondage en ligne auprès de 2 184 Canadiens et Canadiennes de 16 ans et plus, parmi lesquels on compte des membres de la population générale et de sous-groupes d'intérêt surreprésentés. Au total (population générale et suréchantillons), le sondage a été rempli par : 836 parents d'enfants âgés de 13 à 19 ans, 313 jeunes de 16 à 19 ans, 323 jeunes adultes de 20 à 25 ans, et

244 parents et jeunes autochtones. Un échantillon de cette taille permet d’obtenir des données fiables pour comprendre les comportements, les opinions et les attitudes au sein de la population totale et des sous-groupes d’intérêt. Environics a fixé des quotas selon l’âge, le sexe et la région, et les données ont été pondérées de façon à ce que l’échantillon soit représentatif de ces populations en fonction des plus récentes données de recensement disponibles.

*Veillez noter que dans ce rapport, le terme « personnes racisées » fait référence aux répondants et répondantes d’origine chinoise, philippine, asiatique de l’Est ou du Sud-Est, sud-asiatique, africaine/noire, latino-américaine, arabe ou asiatique de l’Ouest.*

La répartition suivante a été obtenue pour le sondage (à noter qu’il y a chevauchement entre les catégories; celle des jeunes comprend les jeunes autochtones, celle des parents comprend les parents autochtones, etc.) :

<b>Échantillon de population générale, avec les suréchantillons</b>		
<b>Groupe cible</b>	<b>Échantillon réel non pondéré</b>	<b>Échantillon réel pondéré*</b>
Adultes de 26 ans et plus	1 548	1 771
Jeunes et jeunes adultes	636	413
Groupes d’âge des jeunes et jeunes adultes		
16 à 19 ans	313	177
20 à 25 ans	323	236
Répartition des adultes de 26 ans et plus		
Parents d’enfants âgés de 13 à 19 ans	836	784
Adultes sans enfant	712	987
Autochtones (y compris les jeunes)	244	109
Non-Autochtones (y compris les jeunes)	1 940	2 075
<b>Nombre total de répondants et répondantes</b>	<b>2 184</b>	<b>2 184</b>
<i>Canada atlantique</i>	163	159
<i>Québec</i>	510	515
<i>Ontario</i>	825	835
<i>Prairies</i>	374	370
<i>C.-B.</i>	293	294
<i>Territoires</i>	19	11

\* Les résultats sont pondérés par genre et âge conformément aux données de recensement de 2021.

Aucune marge d’erreur ne peut être établie ici, puisqu’un sondage par panel en ligne constitue un échantillon non probabiliste. De plus amples renseignements quant à la méthodologie utilisée pour ce sondage se trouvent à l’annexe A.

### **3. Coût de la recherche**

Le coût de cette recherche s'élève à 262 397,30 \$ (TVH incluse) et comprend l'étude qualitative présentée dans un document distinct.

### **4. Utilisation des constatations de la recherche**

Les résultats du sondage quantitatif de suivi permettront d'évaluer l'efficacité de l'actuelle campagne publicitaire et de marketing. Grâce à cette recherche sur l'opinion publique, Sécurité publique Canada pourra mesurer le niveau de connaissances, les attitudes et les comportements de la population canadienne en ce qui concerne la traite des personnes, et revoir sa stratégie relative aux campagnes de sensibilisation. Les résultats qualitatifs des séances exploratoires de discussion en groupe serviront à orienter les messages de campagne et l'élaboration de ressources et de tactiques ciblant les populations autochtones.

## 5. Principales constatations

Cette vague de l'étude permet de constater que l'ensemble de la population canadienne continue de prendre la traite des personnes au sérieux, et que les jeunes Canadiens et Canadiennes s'inquiètent davantage de la possibilité qu'ils en soient eux-mêmes la cible. En effet, près de la moitié des jeunes se disent maintenant assez préoccupés à l'idée qu'ils puissent eux-mêmes être victimes de traite des personnes, alors que seul un tiers d'entre eux affirmaient la même chose en 2020. La traite des personnes est toutefois encore considérée par beaucoup comme étant un problème propre aux grandes villes. Les principales constatations de cette étude peuvent être résumées comme suit :

### Sécurité et traite des personnes en contexte/connaissances générales

- Lorsqu'on leur a présenté une liste de huit problèmes liés à la sécurité, environ huit Canadiens et Canadiennes sur dix ont dit que chacun de ces problèmes menaçait au moins légèrement la sécurité des jeunes. Tout comme c'était le cas en 2020, ils sont plus susceptibles de considérer comme extrêmement graves l'exploitation sexuelle et le harcèlement sexuel d'enfants sur Internet, suivis par la traite des personnes, les armes à feu et les gangs, la cyberintimidation, et la consommation de drogues illégales. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées pensent la même chose des crimes haineux. Comme en 2020, une proportion moins importante de répondants et répondantes est d'avis que la violence fondée sur le sexe et les changements climatiques représentent des menaces énormes à la sécurité des jeunes.
- L'exploitation sexuelle et le harcèlement sexuel d'enfants sur Internet, ainsi que la cyberintimidation, ont le plus souvent été désignés (par une personne sur cinq) comme les problèmes les plus graves parmi les éléments de la même liste. Environ une personne sur sept considère la consommation de drogues illégales comme la principale menace à la sécurité, et environ une sur dix pense la même chose des armes à feu et des gangs, des changements climatiques ou de la traite des personnes. Les Canadiens et Canadiennes sont moins enclins à considérer que la violence sexiste et les crimes haineux font partie des plus graves problèmes auxquels doivent faire face les jeunes au pays.
- Les deux tiers des personnes interrogées estiment comprendre au moins assez bien le problème de la traite des personnes, et huit sur dix croient savoir ce que signifie le terme « conditionnement ».
- Les Canadiens et Canadiennes définissent le plus souvent la traite des personnes comme le fait de forcer quelqu'un à travailler dans le commerce du sexe ou encore, de façon plus générale, le commerce d'êtres humains. Près de deux sur dix pensent que le conditionnement consiste à faire commettre à quelqu'un des actes illégaux contre son gré, ou à exploiter des personnes.
- Une forte majorité de Canadiens et Canadiennes considèrent que les situations suivantes sont des formes de traite des personnes : subir des pressions à se lancer dans le commerce du sexe; traverser clandestinement des frontières internationales pour se faire exploiter dans un autre pays; se faire forcer à travailler contre son gré; se faire prélever un organe contre son gré. La moitié des personnes interrogées croient à tort que de traverser clandestinement des frontières en donnant son consentement est un exemple de traite de personnes.
- Comme c'était le cas en 2020, une forte majorité de Canadiens et Canadiennes (huit sur dix) sont d'avis que la traite des personnes est un problème croissant au Canada. La plupart des répondants et répondantes sont *en désaccord* avec l'idée que les jeunes au Canada sont généralement protégés contre

la traite de personnes lorsqu'ils utilisent Internet (les trois quarts sont en désaccord avec cet énoncé), que la traite de personnes se produit surtout dans d'autres pays (six sur dix sont en désaccord), et que les crimes liés au travail forcé sont très rares au Canada (un peu moins de six sur dix sont en désaccord). Cependant, par rapport à 2020, un peu moins de gens (sept sur dix, comparativement aux trois quarts des personnes interrogées en 2020) sont d'accord pour dire qu'ils seraient pris très au sérieux par les autorités s'ils devaient signaler un cas de traite de personnes.

### **Perception des risques et fréquence**

- Huit Canadiens et Canadiennes sur dix affirment que la traite des personnes est un problème assez présent au Canada, le tiers considérant que le problème est extrêmement présent. Les deux tiers des personnes interrogées estiment que le problème de la traite des personnes au Canada est plus grave que par le passé. En ce qui concerne la présence de ce problème plus près de chez eux, un peu plus de quatre Canadiens et Canadiennes sur dix sont d'avis que le problème n'est pas du tout ou pas très présent dans leur communauté locale, ce qui représente une baisse de sept points de pourcentage par rapport à 2020.
- La plupart des répondants et répondantes continuent de penser que moins de la moitié des enfants, adolescents et jeunes adultes du Canada courent un sérieux risque d'être victimes de la traite des personnes. Un peu plus de quatre Canadiens et Canadiennes sur dix jugent que 20 % ou moins des enfants, adolescents et jeunes adultes du Canada courent un sérieux risque, et trois sur dix estiment qu'une bonne partie de ce groupe de population (de 20 à 40 %) court un sérieux risque.
- Parmi les Canadiens et Canadiennes parents d'enfants de 19 ans ou moins, six sur dix se disent aujourd'hui au moins assez préoccupés à l'idée que l'un de leurs enfants soit victime de traite des personnes (une hausse de sept points de pourcentage par rapport à 2020), dont un quart se disant très préoccupés.
- Un peu plus de six Canadiens et Canadiennes sur dix (une légère baisse par rapport à 2020) croient que la traite des personnes survient à l'occasion et ne touche qu'une minorité de jeunes, ou alors qu'elle est plutôt rare. Un peu moins de quatre sur dix pensent que la traite des personnes est assez fréquente et touche beaucoup de jeunes, ou qu'elle est partout et touche presque tous les jeunes.
- Les Canadiens et Canadiennes continuent de penser que ce sont les jeunes fugueurs, les jeunes femmes et les filles, ainsi que les jeunes issus de familles à faible revenu, qui sont les plus susceptibles d'être victimes de la traite de personnes. Les autres groupes considérés comme étant à risque sont les jeunes aux prises avec des problèmes de santé mentale et les jeunes autochtones.
- Les Canadiens et Canadiennes croient généralement que ce sont les membres d'organisations criminelles ou les étrangers, y compris des personnes anonymes sur Internet, qui sont les plus susceptibles de s'adonner à la traite de personnes. Ils sont moins portés à croire que ce crime est surtout commis par des personnes connues des victimes, comme un partenaire sexuel actuel ou ancien.
- Lorsqu'une liste d'options leur est fournie, les Canadiens et Canadiennes sont plus susceptibles d'indiquer que la traite de personnes se produit dans les grandes villes (plus de sept répondants et répondantes sur dix sont de cet avis). Un peu plus du tiers d'entre eux pensent que ce crime est plus susceptible de survenir dans les villes situées le long de la frontière américaine, un tiers estime qu'il

survient surtout dans les communautés côtières, et une personne sur trois croit que cela se produit dans les régions rurales.

- Les Canadiens et Canadiennes sont plus susceptibles de penser que la traite de personnes survient plus souvent dans les provinces les plus peuplées comme l'Ontario, la Colombie-Britannique et, dans une bien moindre mesure, le Québec, ce qui concorde avec la perception selon laquelle il s'agit d'un crime propre aux grandes villes.
- Les Canadiens et Canadiennes continuent d'associer la traite de personnes à des entreprises ou à des secteurs d'activité tels que les salons de massage, le travail domestique et le tourisme d'accueil.

### **Perception de la sécurité et reconnaissance des signaux d'alarme**

- La vaste majorité des jeunes interrogés (au moins huit sur dix) disent se sentir plutôt en sécurité ou très en sécurité à la maison, au travail, à l'école, et lorsqu'ils se promènent dans leur quartier. Comme c'était le cas en 2020, une proportion importante de jeunes se sentent plutôt en sécurité seulement, et non très en sécurité, dans ces endroits. Les jeunes sont par ailleurs moins nombreux en 2023 à se sentir *très* en sécurité dans ces endroits.
- Huit jeunes sur dix affirment qu'ils seraient au moins assez à l'aise de parler de problèmes délicats ou de sécurité personnelle à leurs parents ou à un autre adulte de confiance, dont quatre sur dix estiment qu'ils seraient très à l'aise de le faire. Ces résultats sont inchangés par rapport à ceux de 2020.
- Un peu moins de neuf jeunes Canadiens et Canadiennes sur dix informeraient généralement ou toujours un ami ou un membre de leur famille s'ils devaient aller rencontrer une personne qu'ils ont connue sur Internet; plus de la moitié le feraient toujours.
- Près de la moitié des jeunes se disent assez préoccupés à l'idée qu'ils puissent eux-mêmes être victimes de traite des personnes (un tiers affirmait la même chose en 2020). Un peu plus de la moitié des jeunes affirment que cela les préoccupe peu ou pas du tout, et deux sur dix (comparativement à un tiers en 2020) disent qu'ils ne s'inquiètent pas du tout de cette question.
- Parmi une liste de sept signaux d'alarme de la traite de personnes, les Canadiens et Canadiennes sont plus susceptibles de soupçonner fortement une situation de traite de personnes lorsque quelqu'un n'a pas le contrôle de documents importants, a beaucoup d'argent en surplus, a plus d'un téléphone cellulaire ou a été trompé quant à la nature de son emploi, de son lieu de travail ou de son employeur.

### **Connaissance des campagnes de sensibilisation à la traite des personnes, des organismes de lutte contre la traite des personnes et des façons de réagir**

- Parmi les personnes interrogées, moins d'une sur dix est en mesure de nommer un organisme au Canada qui se consacre à la lutte contre la traite des personnes et à la sensibilisation en la matière; plus de neuf sur dix sont incapables d'en nommer un.
- Un quart des Canadiens et Canadiennes se rappellent avoir vu ou entendu une publicité ou un message d'intérêt public au sujet de la traite des personnes au cours de la dernière année (alors que trois sur dix affirmaient la même chose en 2020), et les trois quarts n'en ont pas souvenir. Ceux qui se souviennent d'une telle publicité ou d'un tel message se rappellent vaguement quel organisme en était commanditaire.



- Neuf Canadiens et Canadiennes sur dix ne connaissent aucun service d’assistance téléphonique ni aucun site Web conçu précisément pour aider les victimes potentielles de pressions liées à la traite des personnes. Parmi ceux ayant fourni une réponse, soit un sur dix, la plupart décideraient de composer le 9-1-1 ou d’appeler la police.
- Si elles soupçonnaient qu’un crime lié à la traite des personnes avait lieu dans leur entourage, la majorité des personnes interrogées réagiraient en communiquant avec leur service de police local. Trois sur dix contacteraient quant à elles la Ligne d’urgence canadienne contre la traite des personnes (nouvelle option dans le sondage de 2023), et un nombre semblable de personnes parleraient de la situation à un ami ou à un membre de leur famille en qui elles ont confiance.
- Lorsque questionnés à ce sujet, 10 % des Canadiens et Canadiennes (une hausse de quatre points de pourcentage par rapport à 2020) disent avoir déjà entendu parler de la Ligne d’urgence canadienne contre la traite des personnes, dont le but est d’aider les victimes, de fournir des renseignements généraux sur le sujet et de faciliter le signalement de situations de traite de personnes.
- On a présenté aux répondants et répondantes une brève description du projet de loi S-211, devenu la *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d’approvisionnement*, puis on leur a demandé s’ils en avaient entendu parler : un sur dix a répondu que oui. Lorsqu’on leur a ensuite demandé dans quelle mesure il leur semble important que les entreprises prennent des mesures visant à réduire le risque que le travail forcé ou le travail des enfants soit utilisé dans leurs chaînes d’approvisionnement, la presque totalité des personnes interrogées ont indiqué y accorder au moins une certaine importance, et plus des deux tiers l’estimaient très important.

## Attestation de neutralité politique

### Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d’Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l’image de marque et la Directive sur la gestion des communications. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l’évaluation de la performance d’un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh  
Vice-président, Affaires publiques  
Environics Research Group  
derek.leebosh@environics.ca  
416-820-1963

**Fournisseur :** Environics Research Group  
Numéro de contrat de TPSGC : D160-04-1864  
Date du contrat initial : 14 août 2023  
Pour de plus amples renseignements, veuillez écrire à [ps.communications-communications.sp@canada.ca](mailto:ps.communications-communications.sp@canada.ca)